



Photo de Mathias Reding via pixels

OPINION'EYE | Numéro 38 – Mai 2026

La démocratie à l'épreuve de la peur

par Charlotte Cahuzac

Directrice adjointe du Pôle Opinion d'OpinionWay

opinionway

Enable *today*, shape *tomorrow*

La peur est un puissant révélateur de l'état d'une société. Elle n'est plus un simple indicateur d'inquiétude : elle est un facteur structurant des comportements et des choix collectifs. Elle dit à la fois ce que les individus redoutent et ce qu'ils attendent de leurs gouvernants.

Dans une démocratie, l'état de peur n'est jamais neutre : lorsqu'il s'installe durablement, il fragilise les institutions et nourrit le doute sur leur capacité à protéger les citoyens.

Les données récentes issues d'enquêtes réalisées par OpinionWay[1] offrent à cet égard un diagnostic éclairant. Elles dessinent les contours d'une société traversée par une inquiétude diffuse, marquée par une défiance institutionnelle persistante et une difficulté croissante à se projeter dans l'avenir.

A cet égard, savoir de quoi les Français ont peur, c'est comprendre quelles conséquences ces peurs produisent sur leur rapport au politique et à la démocratie.

La peur : vers un état de conscience *permanent*

La peur n'est plus seulement un sentiment ponctuel qui frappe à l'occasion d'une crise majeure, les Français l'éprouve souvent (37%), et surtout, elle déborde largement de la sphère individuelle. Car l'inquiétude ne se limite pas à soi. Elle se projette vers les autres, et en premier lieu vers ses proches. Cette dimension relationnelle est essentielle : **elle transforme la peur en un sentiment collectif** (91% des Français craignent pour eux et pour les autres et 33% ont peur surtout pour les autres).

Mais cette peur n'est pas uniforme. Elle varie selon les profils sociaux et les trajectoires de vie. Les femmes apparaissent plus exposées (46% contre 26% des hommes), en grande partie parce que leurs inquiétudes se projettent davantage vers leurs proches. Les catégories populaires, confrontées à des incertitudes économiques plus fortes, expriment également un niveau d'inquiétude supérieur (41%). À l'inverse, les retraités semblent relativement protégés, bénéficiant d'une situation stable (28%). Le contraste le plus marqué est générationnel : les 16-24 ans, à peine entrés dans la vie adulte, figurent parmi les plus inquiets (56%), contre seulement 16% des plus de 65 ans. Ce décalage révèle un point essentiel : la peur ne naît pas tant de la situation présente que de la difficulté à se projeter dans l'avenir.

[1] "Les peurs collectives et individuelles des Français" (2024 - CEVIPOF).

"Baromètre de la confiance politique" (2025 et 2026 - CEVIPOF).

"Baromètre dans la tête des Français" (2025 - OpinionWay-Nexity pour Le Figaro).

"Baromètre Les Échos / Radio Classique" (Janvier 2026).

Au-delà de son intensité, c'est la nature même de la peur qui a changé. Contrairement à d'autres périodes historiques, aucune menace unique ne domine aujourd'hui dans les perceptions. Lorsque les Français évoquent les menaces qui pèseront le plus sur la France dans les dix prochaines années, plusieurs apparaissent au même niveau : le réchauffement climatique (27%), le déclin économique (25%), la délinquance (25%) et le terrorisme (21%) sont cités à des niveaux proches.

Cette pluralité des peurs se double d'une forte polarisation politique.

Il se dessine de véritables univers de peurs, structurés par les appartenances partisans. Les sympathisants de gauche mettent davantage l'accent sur les enjeux climatiques (47% des sympathisants écologistes et 40% de ceux du Parti socialiste) et démocratiques (27% des sympathisants de La France Insoumise et 22% des Ecologistes). Ceux des droites, insistent sur les questions d'identité, de sécurité et de migrations ("l'afflux des migrants et des étrangers" pour 43% sympathisants du Rassemblement national et 41% des Républicains, " la délinquance " pour 31% des sympathisants du Rassemblement national et 28% des Républicains).

L'éclatement et la polarisation des discours expliquent l'omniprésence de la peur en France, elle s'y décline sous tant de formes que chaque Français peut y reconnaître le reflet de ses propres angoisses. Et c'est précisément dans ce contexte que la défiance envers les institutions joue un rôle déterminant.

Quand *l'inaction politique* nourrit les peurs

Le basculement devient politique, car dans une démocratie, la peur peut être contenue, à condition que les institutions jouent leur rôle de stabilisateur. Or c'est précisément ce mécanisme qui semble aujourd'hui grippé.

Les grands modèles religieux, scientifiques ou politiques, tel l'Etat-Providence, qui offraient autrefois des réponses et contenaient en partie les peurs, **ne sont plus opérants**. Les repères traditionnels s'effritent, laissant place à ce que Zygmunt Bauman qualifie de "**société liquide**", où tout est temporaire et incertain. Dans ce contexte, les Français éprouvent une grande difficulté à se projeter dans l'avenir et à se sentir protégés : 39% des Français et 50% des jeunes croient en une fin du monde et 56% des Français n'éprouvent pas souvent d'espoir.

Non seulement le politique semble incapable de dessiner un avenir relativement stable, mais les peurs se trouvent également **renforcées par une défiance institutionnelle sans précédent** : 90% des Français estiment que le fonctionnement politique actuel crée beaucoup d'incertitudes pour l'avenir du pays.

La rupture entre les citoyens et le monde politique semble aujourd'hui consommée : seulement 22% des Français déclarent avoir confiance dans la politique, un niveau historiquement bas.

Ce constat s'accompagne d'un **sentiment de déconnexion abyssale** entre les responsables politiques et le quotidien des citoyens : seuls 12% des Français estiment que les élus se préoccupent de leur sort et pour 79% d'entre eux, les lois votées n'ont aucun impact concret sur leur vie quotidienne.

La conséquence est mécanique, un cercle vicieux s'installe. La peur nourrit la défiance, la défiance affaiblit la crédibilité de l'action publique, et cette faiblesse alimente à son tour la peur. La démocratie, dès lors, continue d'exister formellement, mais elle ne convainc plus : seuls 23% des Français estiment qu'elle fonctionne correctement.

Paradoxalement, la peur accroît l'intensité de la demande politique, mais les Français ne croient plus en la capacité des politiques à les écouter et à apporter des réponses concrètes à leurs problèmes. La résignation nourrit ainsi la défiance. Cette érosion de la confiance politique place la France dans une position singulière en Europe : avec seulement 22% de citoyens confiants envers la politique, l'Hexagone accuse un retard abyssal face à l'Allemagne (45%) ou au Royaume-Uni (44%), témoignant d'une rupture du contrat social plus prononcée qu'ailleurs et rendant plus difficile encore la rupture de ce cercle vicieux.

In fine, le sentiment de peur alimente un climat d'instabilité sociale et politique, transformant en profondeur les comportements et les attentes des Français.

De l'inquiétude à l'action : quand la peur dicte le comportement des Français.

Au niveau social, la peur modifie les comportements individuels et collectifs. Elle engendre à la fois un phénomène de repli sur soi et de rejet de l'autre : quand ils ont peur, les Français se tournent avant tout vers leurs proches (92% ont confiance en leur famille) et se désolidarise du collectif (55% n'ont pas confiance dans les personnes qu'ils rencontrent pour la première fois et 71% considèrent qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres).

Le désir de se protéger soi-même est également prégnant, quand l'inquiétude grandit face aux menaces généralisées, économiques, écologiques et géopolitiques : 43% des Français souhaitent se protéger davantage du monde et 63% se montrent favorables à un renforcement des restrictions migratoires.

La montée d'un climat d'inquiétude, conjuguée à la défiance institutionnelle et à certaines frustrations sociales, ne se traduit pas pour autant par un basculement mécanique vers la violence. **Elle contribue en revanche à en élargir les conditions de justification symbolique** : afin de réussir à faire entendre sa voix, les jeunes âgés de 16 à 25 ans sont 40% à approuver les actes de désobéissance civile et 26% à justifier des actes de violence à l'encontre des représentants des autorités[2]. **Mais** si les modalités conventionnelles (pétitions, manifestations) sont privilégiées par les citoyens, **le recours à la violence physique reste très minoritaire, généralement inférieur à 10%**[3].

Ces données révèlent **moins une banalisation de la violence** qu'un déplacement des seuils de tolérance à l'égard de certaines formes de conflictualité politique. Dans un contexte de tension durable, la contestation tend à s'élargir, **sans toutefois franchir le seuil d'une légitimation massive de la violence**.

Parallèlement, même si l'Etat ne protège plus suffisamment, les attentes à son égard sont fortes. Les Français réclament des réponses concrètes et visibles, qu'il s'agisse de sécurité ("des caméras de surveillance placées dans tous les lieux publics" 84%, "l'armement de toutes les polices municipales" 75%) ou de défense ("le rétablissement du service militaire obligatoire" 63%). Même si cela reste minoritaire, cette demande s'accompagne pour une fraction de nos concitoyens, d'une acceptation accrue de mesures autoritaires, traduisant **une tension entre aspiration à la protection et attachement aux principes démocratiques**. Ainsi, 36% des Français déclarent que ce serait une bonne chose d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections.

La peur comme *moteur* et *instrument* du vote

S'interroger sur les effets de la peur sur le vote revient à **interroger plus largement le rôle des émotions en politique**. Le choix électoral ne relève pas d'un **simple calcul coût-bénéfice** fondé sur les bilans et les programmes. Il résulte d'un arbitrage complexe dans lequel les perceptions, et en particulier les émotions négatives comme la peur, jouent un rôle structurant. Ce phénomène est encore **plus marqué aux marges du spectre politique**, la peur devient une force structurante pour les électorats radicaux : elle occupe une place centrale auprès des électeurs qui se positionnent à l'extrême gauche (39%) et à l'extrême droite de l'échiquier politique (41%), quand seuls 33% des électeurs "modérés" en éprouvent souvent.

[2] [Sondage OpinionWay pour Apprentis d'Auteuil, Baromètre de l'éducation 2025 "Les jeunes, des citoyens sans voix ?", Septembre 2025](#)

[3] [Enquête OpinionWay pour le CREDOC sur les "Conditions de vie et aspirations des Français", Décembre 2020](#)

La peur est d'autant plus décisive qu'elle constitue **une ressource politique** de premier ordre. Si elle est rarement revendiquée explicitement, elle constitue le **moteur invisible de stratégies de conquête**, notamment en temps de campagne. En mettant l'accent sur les **menaces plutôt que sur les opportunités**, les acteurs politiques parviennent à attirer l'attention médiatique, à imposer leurs priorités dans le débat public et à mobiliser les électeurs par le rejet : le vote devient alors moins un soutien à un projet qu'un moyen de se protéger d'une menace perçue.

Le paysage politique français ne se structure pas autour d'une peur commune, mais autour de craintes qui varient selon les appartenances partisans :

- À **gauche**, la peur se porte sur les **risques systémiques** et l'avenir de la planète : les enjeux climatiques dominant (47% chez les écologistes), suivis par les craintes pour les libertés démocratiques ;
- À **droite** et à l'**extrême droite**, la peur se cristallise sur des **menaces immédiates** : la **sécurité** est une priorité pour 73% des sympathisants Les Républicains et 74% des sympathisants du Rassemblement national, tandis que les enjeux environnementaux restent secondaires.

À terme, le **risque est double** : d'un côté, une surenchère des discours anxiogènes, chaque camp cherchant à imposer "sa" peur comme prioritaire (sécurité versus l'environnement), de l'autre, une **difficulté croissante à produire des compromis**, dans un espace politique dominé par la défiance, où chaque camp perçoit les concessions comme une trahison face au danger.

Ce qu'il faut retenir

La peur est une **force structurante** du paysage politique français. Diffuse et multidimensionnelle, nourrie par **une défiance institutionnelle profonde**, elle reconfigure le rapport des citoyens à la démocratie.

Dans ce contexte, la démocratie ne peut plus se contenter d'ignorer la peur : elle doit la reconnaître comme une émotion légitime et y répondre sans la nier, ni l'instrumentaliser.

Gouverner ne consiste plus uniquement à gérer des crises successives. Il s'agit de **restaurer la confiance**, de redonner de la lisibilité à un monde perçu comme incertain et de construire un horizon clair pour chaque Français.

par Charlotte Cahuzac
Directrice adjointe du Pôle Opinion d'OpinionWay

Précédents numéros

[OPINION'EYE #37 – Ruraux et engagés : la parole des jeunes à l'épreuve des institutions](#)

[OPINION'EYE #36 – La sécurité dans les communes : un nouvel enjeu transpartisan ?](#)

[OPINION'EYE #35 – #BalanceTonPote : la loyauté affective face aux violences sexistes](#)

[OPINION'EYE #34 – François Bayrou ou la recherche infructueuse du soutien de l'opinion](#)

[OPINION'EYE #33 – L'impact du procès des assistants parlementaires du Front national sur l'opinion publique](#)

[OPINION'EYE #32 – Le profil des candidats aux élections législatives 2024](#)

[OPINION'EYE #30 – Les maires, des élus comme les autres](#)

[**TOUS LES OPINIONEYE**](#) 

A propos du groupe *OpinionWay*

Fondé en 2000, pionnier de la digitalisation des études, OpinionWay a été précurseur dans le renouvellement des pratiques de la profession des études marketing et d'opinion.

Reflète de notre engagement profond envers un avenir durable et responsable, nous sommes depuis janvier 2025 "[Entreprise à mission](#)" avec pour ambition de "Conjuguer l'humain et l'innovation pour accompagner marques et organisations dans leurs prises de décisions vers un futur souhaitable". Une mission qui se traduit par trois objectifs statutaires essentiels : éclairer nos clients sur les enjeux de développement durable et sociétaux, cultiver les liens, l'agilité et l'enthousiasme au sein de notre entreprise, et questionner en continu la pertinence de nos approches.

Nous intervenons sur les cinq continents depuis nos implantations en France (Paris, Bordeaux), en [Afrique](#) (Casablanca, Abidjan), en [Europe de l'Est](#) (Varsovie), en Chine (Shanghai) et en Europe avec notre filiale pan-européenne [Polling Europe](#) (Bruxelles).

Membre du [réseau WIN](#) en tant que partenaire exclusif pour la France et membre actif d'[Esomar](#), nous sommes certifiés ISO 20252 depuis 2009 par l'AFNOR.

www.opinion-way.com

opinionway